

**COMPTE RENDU DE LA REUNION  
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 4 DECEMBRE 1992**

**Présents :** Rony BRAUMAN, Antoine CROUAN, Philippe DABADIE, Catherine DAMESIN, Annie FOURRIER, Jean-Jacques GABAS, Alain GUILLOUX, Guy HERMET, Xavier JARDON, Frédéric LAFFONT, Jean-Luc NAHEL, Marcel ROUX, Jean-Christophe RUFIN, Valérie SCHWOEBEL, Serge STEFANAGGI

**Points abordés :**

- Vote du compte-rendu du C.A. du 30 octobre 1992..... page 1
- Préparation du budget 1993..... page 1
- ECHO (Office Humanitaire Européen) ..... page 1
- Point USA ..... page 2
- Points missions :
  - Somalie..... page 2
  - Bangladesh ..... page 3
- Ex-yougoslavie : libérés des camps ..... page 4
- Populations en Danger..... page 6
- Point Sida dans les missions..... page 6
- Legs..... page 6
- Questions diverses ..... page 6

**VOTE DU COMPTE-RENDU DU C.A. DU 30 OCTOBRE 1992**

Le compte-rendu est adopté à l'unanimité.

**PREPARATION DU BUDGET 1993 - Bernard Pecoul**

Les principes de bases du budget 1993, élaborés à partir des objectifs, seront discutés lors d'une première réunion le 18 décembre. Le budget sera ensuite analysé par secteur et tous les éléments rassemblés avant arbitrage le 25 janvier.

**ECHO (Office Humanitaire Européen) - Bernard Pecoul**

Une rencontre entre les responsables des différentes sections MSF et ceux de l'Office Humanitaire Européen de la CEE a permis d'instaurer un climat de confiance. Les litiges sur les différents contrats ont été réglés. La CEE a demandé à un membre de MSF de participer à l'élaboration d'un nouvel accord cadre avec les ONG.

### **POINT USA - Chantal Firino Martell**

Le bilan 1992 est très satisfaisant, les objectifs ont été atteints :

- Notoriété : MSF a obtenu un bon succès auprès des médias américains. Nos deux interventions, devant le Congrès sur la Somalie, et lors de la présentation du livre Populations en danger à Monsieur Boutros Boutros-Ghali, Secrétaire général des Nations-Unies, ont été retransmises par plusieurs chaînes de télévision et reprises dans la presse.
- Recrutement : en coordination avec le siège, 14 médecins américains ont été recrutés et envoyés sur le terrain : au Sri Lanka, au Kenya et en Thaïlande.
- Financement : sur les 700 000 dollars prévus de financement privé, 650 000 ont été obtenus (2/3 donateurs individuels, 1/3 entreprises). Les financements institutionnels se sont élevés à 8 450 000 dollars, dont 61 % destinés à MSF France, 21 % à MSF Belgique, 18 % à MSF Hollande.

Pour 1993, il est prévu de renforcer la notoriété, de développer des actions régionales et d'évaluer les opportunités de collecte de fonds auprès des différentes sections du gouvernement américain. L'objectif de financement privé est de 1,5 millions de dollars, celui de la collecte de fonds institutionnels de 10 millions de dollars. Le recrutement de 25 médecins est envisagé. Pour parvenir à ces buts, l'équipe se dotera de deux personnes supplémentaires.

Le C.A. félicite Chantal pour l'efficacité de son action.

### **POINT MISSIONS**

#### **Somalie**

Brigitte Vasset : L'annonce du plan des 100 jours de l'ONU est intervenu dans une situation générale dégradée et une insécurité renforcée par la démission de l'envoyé spécial de Boutros Boutros-Ghali interrompant les négociations en cours avec les différents partis somaliens.

L'insécurité est encore accentuée par la méconnaissance des lieux de débarquement des troupes américaines. La décision a donc été prise de limiter les équipes à l'indispensable. L'une d'entr'elles a été déplacée, sa situation à un carrefour stratégique d'éventuels regroupements de bandes armées pouvant s'avérer dangereuse.

L'attitude de MSF quant au débarquement des troupes américaines est analysée par Rony Brauman : si aucune position officielle n'a été prise, c'est que, en dépit de sa dénomination, cette intervention est essentiellement politique, en contradiction avec la volonté constante de MSF de dissocier les enjeux humanitaires des enjeux politiques.

Il est préférable de souligner quelques aspects importants et de mettre en garde contre les éventuels effets pervers d'une telle opération :

- Le bon accueil de la population somalienne et des différents partis somaliens à l'arrivée des troupes peut fonder l'espoir d'un débloqué de la situation.
- Cette opération remet cependant en cause les efforts déployés depuis plusieurs mois par les ONG pour désenclaver les principaux centres de distribution, source de graves problèmes de santé publique et d'insécurité.
- Les imprécisions sur le mandat et la mission de l'intervention, essentiellement sur la question du désarmement restent problématique.
- Il est impératif de peser de tout notre poids pour qu'un amalgame de la notion militaire-humanitaire ne s'installe pas dans les consciences et que les négociations politiques ne soient pas oubliées.

Patrick Vial, de retour du terrain, s'étonne qu'une position ferme n'ait pas été prise par MSF pour souligner le manque de responsabilité des États et de l'ONU vis-à-vis du problème somalien, aboutissant aujourd'hui à une intervention militaire.

Marcel Roux constate que, en Somalie, l'humanitaire a atteint ses limites et se trouve dans l'incapacité d'exercer son action. Dans ce contexte, il s'agit de reconnaître la nécessité de recourir à d'autres moyens, y compris une intervention militaire des Nations-Unies.

Serge Stefanaggi considère que la non prise de position de MSF est une attitude hypocrite.

Michel Fiszbin évoque les divergences de positions sur ce sujet au sein de MSF France et note que, malgré toutes les discussions intervenues, le siège n'a pas été prêt à prendre une décision claire sur la question militaire - humanitaire en Somalie, alors que cela a pu être fait concernant la Bosnie.

Catherine Damesin ne comprend pas qu'après tous les efforts déployés par MSF pour rendre public le problème somalien, il n'y ait pas maintenant de déclaration officielle.

Marc Gastellu n'est pas persuadé de l'efficacité à long terme d'une telle intervention et rappelle que cette action a été en grande partie déclenchée par l'annonce de l'ONU faisant état du détournement de 80% de l'aide alimentaire, pourcentage difficile à prouver, mais qui a provoqué une réaction émotionnelle. Il pense qu'une prise de position de MSF n'aurait aucune influence, et juge plus efficace de mettre l'accent sur les effets pervers.

Brigitte Vasset va plus loin en exprimant son sentiment que le rôle de MSF n'est pas de prendre systématiquement position dans toutes les situations.

Rony Brauman indique que l'humanitaire s'est déjà trouvé confronté à ses propres limites au cours de son histoire. Il est d'accord sur le fait que MSF peut parfois faire silence.

Jean-Jacques Gabas se pose la question pragmatique de savoir si cette intervention va vraiment favoriser la distribution, si les Somaliens vont ou non pouvoir manger.

Xavier Jardon constate que, d'une façon globale, cette intervention répond aux thèses de MSF : demande d'intervention des pays démocratiques et renforcement des Nations-Unies.

Les conclusions de Bernard Pecoul portent sur la nécessité de réfléchir à l'échec des appels de MSF adressés aux Etats pendant les six mois précédents. Il pense qu'un rôle reste à jouer sur le terrain, des positions seront certainement à prendre au fur et à mesure de l'évolution de la situation.

Patrick Vial reparle du terrain : à sa connaissance, MSF est la seule ONG à avoir réduit ses effectifs. Il craint que le siège ne fasse preuve de frilosité et souhaiterait que les équipes sur place soient davantage associées aux prises de décisions. Il a pu constater que leur liberté d'action s'est réduite depuis la médiatisation du problème somalien.

Marc Gastellu conclue le débat en indiquant que la position officielle doit exprimer l'espoir que l'intervention en Somalie soit un succès.

Un vote est proposé sur une prise de position de MSF sur la question de fond de l'intervention des troupes américaines en Somalie : 2 voix pour, 7 voix contre, deux abstentions.

Un communiqué de presse fera état de la coopération de MSF avec les troupes américaines et d'une analyse des risques d'effets pervers.

### **Bengladesh - Brigitte Vasset**

Depuis quelques mois, des Rohingyas réfugiés au Bangladesh, fuyant l'oppression birmane, sont régulièrement renvoyés dans leurs pays.

Fin novembre, ces retours ont été intensifiés: 870 personnes regroupées dans un camp dit de transit ont été expulsées vers la Birmanie, dont 178 contre leur gré (enquête du HCR).

En août le HCR a déjà déclaré publiquement qu'il ne participerait pas à des rapatriements forcés. La question se pose pour MSF de dénoncer cet état de fait, sachant qu'une telle attitude risque de mettre en péril notre présence dans ce pays.

Marcel Roux estime que lorsque des rapatriements ne sont pas effectués dans la dignité, MSF se doit d'en témoigner.

Antoine Crouan va dans ce sens en précisant qu'il convient d'être ferme, tout en tenant compte des contraintes de la diplomatie locale.

Rony Brauman propose que Bernard Pecoul, qui part très prochainement en Asie, obtienne un rendez-vous auprès des autorités du Bangladesh.

#### **EX-YOUGOSLAVIE : Bosniaques libérés des camps**

Brigitte Vasset commence par transmettre une demande de MSF Hollande : sollicitée par des ONG hollandaises pour appeler à la création d'une zone de sécurité en Bosnie sous l'égide de la Croix-Rouge hollandaise, elle souhaiterait avoir l'avis du C.A.

Bernard Pecoul précise que Jacques de Milliano doit se rendre à Sarajevo le 5 décembre et prévoit de faire une conférence de presse.

Rony Brauman évoque le paradoxe des zones de sécurité, tout en estimant qu'il s'agit là de la moins pire des solutions.

Une enquête effectuée par MSF auprès de 70 ex-détenus bosniaques, réfugiés en France et regroupés dans la région de Saint Etienne, a permis de recueillir des témoignages sur leurs conditions de détention et de procéder à une évaluation de leur état psychologique après les traitements subis.

Ces témoignages corroborent les informations rendues publiques par de précédents rapports.

Dans la région de Kozarac, au nord-ouest de la Bosnie, la télévision de Belgrade a pris le relais de celle de Sarajevo au mois de mai. Les informations nationalistes se sont intensifiées, excitant les population les unes contre les autres. Les habitants sont restés calmes face à cette agression. Après avoir pris la ville de Prijedor sans résistance, les Serbes ont soumis la ville de Kozarac à un ultimatum. Au bout de 48 h, la ville a été partiellement détruite par des bombardements, suivis de rafles et rackets.

Les hommes ont ensuite été internés dans des camps. Leurs conditions de détentions se sont révélées épouvantables : règne de la terreur, tortures, exécutions sommaires et collectives. Les femmes ont été regroupées autour de Trnopoje, puis évacuées vers les lignes bosniaques, subissant elles aussi tortures, exécutions sommaires, viols.

Les conditions de détentions se sont améliorées à l'annonce de l'arrivée du CICR en août : les prisonniers ont été transférés, le camp a été repeint, les traces des exactions éliminées.

Après l'appel du HCR à la communauté internationale, 800 personnes ont été évacuées vers des pays tiers.

La France en a accepté 300, dont 87 se trouvent actuellement à Saint Etienne. Cette population est composée à 70% d'ouvriers et d'artisans, 30% de techniciens. D'après de nombreux témoignages, les Serbes ont procédé en priorité à l'élimination des élites, intellectuels et personnes occupant des postes à responsabilité.

Le statut de ces réfugiés : autorisation provisoire de séjour de six mois sans droit au travail, correspond à un souci du gouvernement de couper court à toute velléité de demande d'asile.

A la suite de cette enquête, MSF va rédiger un rapport sur le processus de purification ethnique dans la région de Kozarac qui fera l'objet d'une conférence de presse. Ce document sera également adressé aux responsables politiques français et européens.

Rony Brauman souligne qu'il ressort de cette enquête que les massacres n'ont pas été commis sous l'effet de dérives individuelles, mais bien sous l'impulsion d'une stratégie, d'une organisation planifiée d'un régime de terreur. Lors de la conférence de presse, il envisage d'introduire la notion de crime contre l'humanité.

Par ailleurs, une réflexion est en cours sur la remise en action du Tribunal Russell, créé dans les années 60, et regroupant des sommités internationales, afin de recueillir tous les rapports et témoignages existants pour les rendre publics.

Actuellement, 6600 détenus ont été recensés par le CICR, les pays tiers se sont engagés à en accueillir 5200 personnes 1400 demeurent donc prisonniers dans les camps serbes. Michel Fiszbin estime qu'il est de la responsabilité de MSF d'organiser des camps de transit et de mettre tout en oeuvre pour faire sortir une partie de ces détenus, actuellement en danger de mort. Guy Hermet met l'accent sur les problèmes d'illégalités qu'entraînerait une telle opération. Il pense qu'une action d'éclat consistant à faire passer la frontière à quelques réfugiés ne résoudrait certes pas le problème, mais pourrait focaliser l'attention sur ce qui peut être considéré comme un cas de force majeure.

Catherine Madec pense qu'il serait souhaitable de mettre l'accent sur les problèmes du droit d'asile et de la responsabilité de la France dans ce domaine.

Françoise Saulnier précise qu'en vertu de la loi française, ces réfugiés pourraient témoigner devant un tribunal jugeant ce crime contre l'humanité.

Une discussion s'engage sur les modalités opérationnelles d'une prise en charge de ces réfugiés, dont personne ne veut.

Xavier Jardon : si MSF annonçait d'une façon très ferme son intention d'engager une action pour sauver ces détenus, l'impact sur l'opinion serait réellement important.

Brigitte Vasset rappelle qu'il ne s'agit pas de faire une opération de communication, mais d'agir concrètement, ce qui lui paraît difficile sur un plan opérationnel.

A la question de Bernard Pecoul sur les raisons pour lesquelles seulement 800 détenus ont pu sortir jusqu'à présent, sur le 5 200 prévus, il est répondu que les négociations avec les Serbes sont difficiles ; de plus, les structures d'accueil dans les différents pays sont d'une façon générale très lentes à se mettre en place.

Quelqu'un est persuadé que la seule solution est d'aller chercher les détenus là où ils se trouvent.

Rony Brauman ne croit pas que les solutions proposées au cours de ce débat puissent avoir un réel impact sur les pays européens. Par ailleurs, il ne pense pas que MSF soit en ce moment capable d'assumer une telle opération, étant donné les différentes crises d'urgence auxquelles on doit faire face.

Il se demande également de quelle façon on pourra aller chercher ces gens.

Michel Fiszbin trouve qu'on pourrait épauler le CICR dans ses négociations avec les Serbes, interrompues depuis quelques jours.

Serge Stefanaggi estime qu'il est du devoir humanitaire de MSF d'agir dans ce contexte.

Bernard Pecoul est persuadé que le fait de parler de la difficulté à faire sortir les réfugiés renforcerait la position du CICR et ferait pression sur les gouvernements pour aller au bout de leur engagement.

L'éventualité de réalisations d'images fortes est soulevée, Frédéric Laffont suggère de filmer des réfugiés qui donneraient leurs témoignages.

Rony Brauman réaffirme son sentiment que l'humanitaire est dans cette situation encore confronté à ses propres limites.

Guy Hermet souhaiterait qu'une méthode en rupture avec la notion humanitaire soit trouvée pour faire passer la notion de crime contre l'humanité.

La question est posée de savoir quelles sont les raisons qui empêchent la libération des détenus dont la prise en charge a été acceptée par les Etats. Personne ne peut y répondre de façon satisfaisante et il semble que plusieurs facteurs rentrent en jeu : la lenteur des pays d'accueil à organiser des structures, la mauvaise volonté des Serbes, l'interruption des négociations.

Valérie Schwoebel rappelle l'information donnée au dernier C.A. selon laquelle les détenus pourraient être libérés au fur et à mesure de leur accueil dans les pays tiers.

Rony Brauman estime que MSF ne pourrait se satisfaire d'accueillir quelques centaines de personnes et de s'en tenir là.

Frédéric Laffont : dans l'éventualité où la conférence de presse n'obtiendrait pas l'impact souhaité, il serait nécessaire de préparer rapidement une autre forme d'intervention.

Il souhaite qu'un document de travail soit élaboré sur la faisabilité d'une action. Antoine Crouan propose que le C.A. décide d'une démarche officielle auprès des autorités serbes pour savoir quelle est la possibilité de faire sortir des détenus.

En conclusion à ce débat, Rony Brauman propose qu'une cellule travaille pendant une dizaine de jours sur tous les problèmes pratiques et de faisabilité, à la suite de quoi le C.A. pourra prendre une décision.

Brigitte Vasset demande à des membres du C.A. de participer à ce travail : Xavier Jardon, Frédéric Laffont, Antoine Crouan et Serge Stefanaggi se proposent.

### **POPULATIONS EN DANGER**

Rony Brauman a été reçu par Monsieur Boutros Boutros-Ghali, Secrétaire général de l'ONU, Monsieur François Mitterrand, président de la République française, et Monsieur Jacques Delors, président de la Commission européenne, pour leur remettre le livre Populations en Danger :

- Une conférence de presse organisée dans les locaux de l'ONU a eu un bon écho, tant dans la presse que parmi les personnalités présentes. L'entrevue avec Boutros Boutros-Ghali a été par contre sans grand intérêt.
- François Mitterrand s'est montré très intéressé par le problème des réfugiés. L'inquiétude exprimée par Rony sur la situation bosniaque a provoqué un plaidoyer reprenant les thèses officielles.
- Jacques Delors s'est montré d'accord avec les positions de MSF sur la Bosnie. Il a proposé que MSF participe à un groupe de travail avec la CEE sur les questions humanitaires.

Rony Brauman félicite la communication et Anne-Marie Huby pour l'énorme travail réalisé à l'occasion de la sortie du livre.

### **POINT SIDA DANS LES MISSIONS - Valérie Schwoebel**

En avril 1990, une commission avait fait des recommandations portant principalement sur la sécurité des transfusions, la formation du personnel soignant, la mise à jour des thérapeutiques.

A la suite de la dernière AG, un débat sur le Sida a eu lieu durant la semaine des coordinateurs, il a été demandé à chaque coordinateur de faire le point sur la situation du pays où il travaille.

Des transfusions sont réalisées dans 12 pays, dont 4 ont mis en place des tests rapides.

Ce point sera repris et approfondi lors du C.A. du mois de février.

### **SIGNATURES BANCAIRES**

Le C.A. donne son accord pour délégation de signature à Jenny Benamran de l'Antenne de Strasbourg, en remplacement de Marc Wydra.

### **LEGS**

Les legs, d'un montant de 2 MF, sont acceptés par le C.A.

### **QUESTIONS DIVERSES**

Serge Stefanaggi souhaite ouvrir une antenne MSF à Ajaccio, le C.A. lui donne son accord.

Prochaines réunions du Conseil d'Administration :  
8 janvier, 5 février, 5 mars, 2 avril, 14 mai 1993.

L'Assemblée générale annuelle de MSF aura lieu les 15 et 16 mai 1993.

## HUIS CLOS

### **Relations avec les médias**

Marcel Roux soulève la question des limites à l'investissement de MSF face aux journalistes dans le but de médiatiser une action : le financement d'un billet aller-retour 1ère classe Paris Mogadiscio à Patrick Poivre d'Arvor, pour que le problème somalien soit traité par les médias, pose des problèmes de déontologie. Une politique précise doit être mise en oeuvre sur ce sujet.

Rony Brauman précise que la règle est de ne jamais payer de journalistes, sous quelque forme que ce soit.

Bernard Pecoul rappelle l'historique des faits : le C.A. du mois de juin a pris la décision d'envoyer une personnalité en Somalie, face à l'urgence de la situation, aucune des actions menées depuis le début de l'année tendant à mobiliser l'intérêt des médias pour cette région n'ayant abouti. Trente personnalités ont donc été contactées sans grand succès. Le journaliste de TF1 s'étant manifesté en août, il a été choisi en raison de son puissant impact médiatique. MSF s'est ensuite trouvé dans l'obligation de financer son voyage, devant l'exigence manifestée par Patrick Poivre d'Arvor la veille de son départ.

Un point sur les relations avec les médias sera mis à l'ordre du jour du prochain C.A.

### **MSF International**

Annie Fourrier transmet une demande d'Alain Destexhe qui souhaite qu'un débat sur le développement de MSF International ait lieu lors du prochain C.A.

### **Liberté Sans Frontières**

A une question d'Alain Guilloux sur la forme juridique et les modalités d'existence de Liberté Sans Frontières, Rony Brauman précise qu'il s'agit d'une association toujours existante, mais mise en sommeil.

### **Logo**

Bernard Pecoul indique que MSF Hollande est sur le point d'accepter le nouveau logo, MSF Belgique est en discussion sur les problèmes posés par le bilinguisme.

Rony Brauman informe le C.A. que pour des raisons personnelles, Gérard Bollini ne sera pas en mesure de participer au Comité budgétaire qui se réunira le 18 décembre, et propose son remplacement par Jean-Luc Nahel.

Le C.A. donne son accord.